



### L'économie réunionnaise

# Un secteur marchand moins développé qu'en province

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est moins élevé à La Réunion que dans toutes les régions de province. La faiblesse du taux d'emploi, et notamment d'emploi à forte valeur ajoutée, en est la principale raison. Malgré des créations d'emplois dynamiques, seuls 51 % des Réunionnais en âge de travailler occupent un emploi (64 % en province). En outre, les secteurs à forte valeur ajoutée étant peu développés à La Réunion, les emplois sont moins productifs en moyenne. Au-delà de la faiblesse de la recherche et développement, le secteur marchand est particulièrement en retrait. Il emploie 32 % des Réunionnais contre 44 % en province. Les emplois sont notamment rares dans les secteurs industriels hors agroalimentaire, le conseil aux entreprises, les finances et assurances, l'information et la communication, qui sont des secteurs à forte productivité. Contrairement à certains départements de province et à d'autres petites économies insulaires, ce manque d'emploi à forte valeur ajoutée n'est pas contrebalancé par des emplois plus nombreux dans le commerce, l'hébergement-restauration ou au sein des non-salariés. Le secteur non marchand est quant à lui implanté de la même manière qu'en province.

Comparée à ses voisins de la zone océan Indien, La Réunion est en revanche bien située et son PIB par habitant est semblable à celui des autres régions ultrapériphériques d'Europe.

Jérôme Bourgeois, Aurore Fleuret et Philippe Paillole, Insee

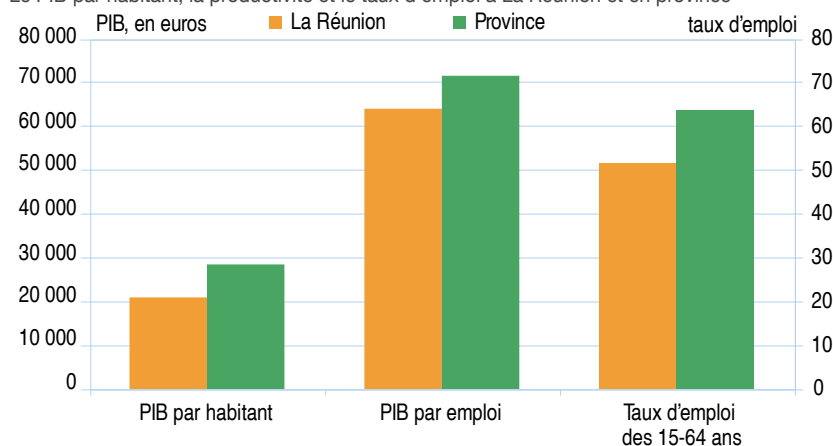
L'économie réunionnaise produit moins de biens et de services que la France de province : le **produit intérieur brut (PIB) par habitant** s'y élève à 21 000 euros en 2015, soit 7 000 euros de moins qu'en province (figure 1). Il est même inférieur de 5 000 euros à celui des Hauts-de-France, la région de province où la richesse créée par habitant est la plus faible.

### Peu d'emplois par rapport à la population en âge de travailler

En premier lieu, c'est le manque d'emplois qui explique que le PIB par habitant est nettement plus faible à La Réunion. Seuls 51 % des Réunionnais en âge de travailler occupent un emploi en 2016, contre 64 % en province. Certaines

### 1 Un PIB par habitant inférieur à la province

Le PIB par habitant, la productivité et le taux d'emploi à La Réunion et en province



Sources : Insee, Comptes régionaux, Estimations d'emploi et de population.

régions de province souffrent aussi d'un manque d'emplois (Hauts-de-France, Grand Est), mais aucune n'atteint le faible niveau réunionnais.



D'un côté, l'économie réunionnaise peine à offrir suffisamment d'emplois à une population en âge de travailler qui continue d'augmenter à un rythme plus élevé que celle de métropole. De l'autre, la main-d'œuvre est en moyenne moins qualifiée qu'en métropole, et donc moins employable pour de nombreux métiers. Freinée par son insularité, la main-d'œuvre réunionnaise est également moins mobile vers d'autres régions. C'est aussi le cas aux Antilles et en Corse.

Des signes encourageants nuancent ce constat de manque d'emplois. D'une part, sur les quinze dernières années, la création d'emplois est beaucoup plus dynamique que la croissance démographique à La Réunion (figure 2). De plus en plus de Réunionnais en âge de travailler sont en emploi (51 % en 2016 contre 45 % en 2005).

D'autre part, les jeunes sont de plus en plus diplômés : deux jeunes sur trois quittent aujourd'hui le système scolaire avec un diplôme. C'était moins d'un jeune sur deux au début des années 2000. Or, le diplôme ouvre les portes de l'emploi. Parmi les jeunes qui ont terminé leurs études, les jeunes titulaires d'un CAP ou d'un BEP sont deux fois plus souvent en emploi que les non-diplômés. Les jeunes diplômés du supérieur le sont quatre fois plus. Un jeune diplômé du supérieur à La Réunion a ainsi quasiment autant de chances de trouver un emploi qu'un jeune de métropole du même niveau de formation.

### Des emplois moins productifs

En deuxième lieu, une productivité plus restreinte de l'emploi explique que le PIB par habitant est plus faible à La Réunion. Ainsi, un actif en emploi produit en moyenne 64 000 euros en 2015, soit 8 000 euros de moins qu'en province. En Bourgogne-Franche-Comté, région la moins productive de province, un actif en emploi produit 5 500 euros de plus.

La productivité de l'emploi est fortement liée aux secteurs d'activité implantés. Ceux qui dégagent généralement une forte valeur ajoutée sont peu développés à La Réunion : l'industrie, les activités tertiaires telles que l'information et la communication, les finances et assurances notamment.

Le faible effort de recherche et développement à La Réunion explique aussi la faible productivité de l'emploi. Dans les DOM, les dépenses en recherche et développement des entreprises privées pèsent deux fois moins dans le PIB qu'au niveau national (0,6 % contre 1,4 %). En outre, les emplois dédiés à l'innovation (ingénieurs, cadres d'études, techniciens) restent rares à La Réunion.

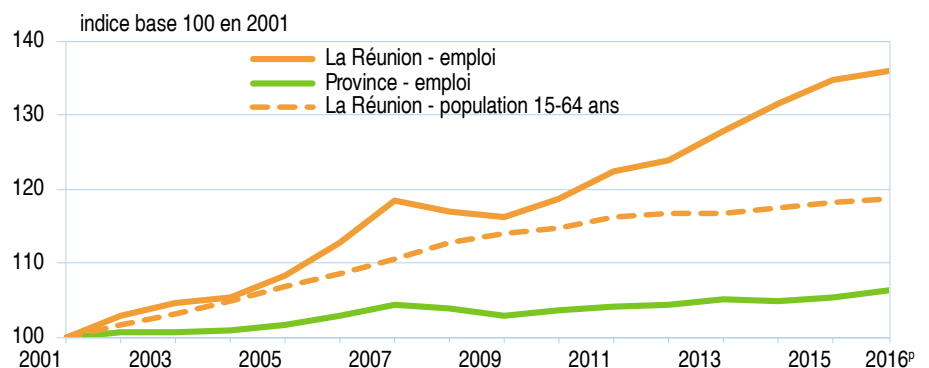
## Les perspectives de développement économique pour La Réunion

En tant que collectivité territoriale responsable de la définition des orientations économiques sur son territoire, la Région Réunion a défini un « schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation » (SRDEII). Ce schéma met notamment l'accent sur le défi majeur consistant à identifier les activités permettant aux entreprises et au territoire de se différencier et de faire face à la concurrence internationale en valorisant leurs atouts.

Portée par une dynamique favorable, avec une croissance de l'emploi trois fois plus forte que dans le reste de l'économie marchande entre 2008 et 2015, l'économie bleue constitue par exemple une perspective de développement envisagée : expansion des activités portuaires, production d'énergie marine... De même, la double appartenance de La Réunion à l'espace européen et au milieu tropical constitue une opportunité pour exporter chez ses voisins un savoir-faire adapté aux territoires insulaires ou tropicaux. Par ailleurs, l'économie sociale et solidaire est actuellement en plein essor à La Réunion. Réunissant les entreprises cherchant à concilier solidarité, performances économiques et utilité sociale, elle emploie 5 % des Réunionnais en âge de travailler, pour la plupart au sein d'une association.

### 2 Fort dynamisme des créations d'emplois à La Réunion depuis quinze ans

Évolution de l'emploi et de la population de 2001 à 2016



P : données provisoires

Sources : Insee, Estimations d'emploi et de population.

Or l'innovation est un facteur du dynamisme économique des territoires. Avec les autres emplois de prestations intellectuelles, de gestion d'entreprises, de la banque et de l'assurance, ils occupent 7 % des Réunionnais contre 11 % en province. Tous ces emplois se sont fortement développés au début des années 2000, mais leur progression s'est ralentie ces dernières années.

### Un PIB par habitant proche de la plupart des régions ultrapériphériques

La Réunion partage avec les autres régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne, à des degrés divers, l'éloignement des marchés d'approvisionnement et d'exportation et la taille limitée du marché local. Cette situation peut accroître les coûts de production et limite les économies d'échelle voire la concurrence et les incitations à innover. La Réunion comme les autres RUP bénéficient donc de dispositifs d'aides, sociales et fiscales, permettant d'accroître leur compétitivité par rapport à leur métropole. Par ailleurs, les normes sociales, notamment les coûts salariaux, y sont du même ordre qu'en Europe continentale.

Que ce soit aux Antilles, à Madère ou aux Açores (Portugal) ou aux Canaries (Espagne), le PIB par habitant est du même niveau qu'à

La Réunion (figure 3). Les Canaries, les Açores et Madère sont rattachées à des États moins riches, mais la convergence vers les moyennes nationales y est plus aboutie : la richesse créée par habitant y est inférieure de 4 à 16 % à celle créée au sein de leur métropole respective. Cet écart est beaucoup plus élevé entre La Réunion et la France métropolitaine (37 %).

En revanche, par rapport à ses voisins, La Réunion est bien située : le PIB par habitant y est 30 % plus élevé qu'à Maurice et deux fois plus qu'aux Maldives. Seules les Seychelles se situent à un niveau équivalent. Ces territoires affichent pourtant des taux d'emploi plus élevés. Ainsi, sur dix personnes en âge de travailler, plus de six Mauriciens ont un emploi, plus de sept Seychellois et Maldiviens contre cinq Réunionnais. Mais la productivité de l'emploi est deux fois plus élevée à La Réunion qu'aux Seychelles et à Maurice, et trois fois plus qu'aux Maldives, ce qui correspond par ailleurs à des niveaux de salaires plus hauts à La Réunion. Quant aux Comores et à Madagascar, qui comptent parmi les pays les plus pauvres du monde et où l'agriculture occupe une place prépondérante, leur PIB est 17 fois inférieur à celui de La Réunion.

Comparées à d'autres petites économies insulaires, les activités touristiques sont

nettement moins développées à La Réunion. Les secteurs du commerce, de la restauration-hébergement et du transport représentent 17 % de la valeur ajoutée de l'île, contre 25 % à Maurice, aux Seychelles et aux Açores, 35 % à Madère et aux Canaries, et jusqu'à 50 % aux Maldives. La Réunion est notamment fortement concurrencée par les destinations voisines « haut de gamme » que sont Maurice, les Seychelles et les Maldives.

### Un secteur marchand moins développé qu'en province

Le secteur marchand est moins développé à La Réunion : il occupe 32 % des Réunionnais en âge de travailler, contre 44 % en province (figure 4). Il s'est néanmoins fortement développé au cours des dernières années (28 % en 2005).

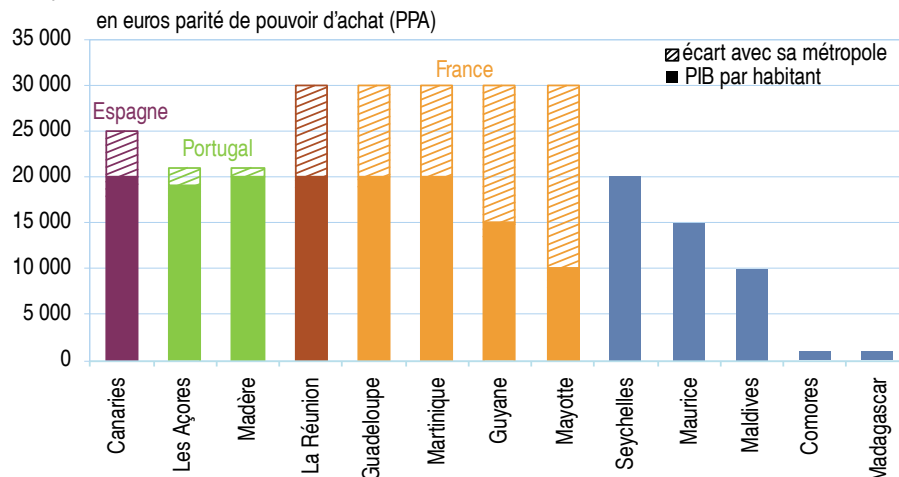
Les emplois sont notamment rares dans les secteurs industriels hors agroalimentaire, qui sont des secteurs à forte productivité. Seuls 2 % des Réunionnais entre 15 et 64 ans y travaillent contre 7 % des Provinciaux. Dans l'industrie agroalimentaire, malgré l'importance de la filière canne-sucre-rhum et le développement progressif d'une industrie de substitution aux importations (produits laitiers, boissons, salaisons), le taux d'emploi reste en deçà de la province. De plus, les emplois industriels réunionnais génèrent moins de valeur ajoutée car ils interviennent généralement en bout de chaîne, en important des produits intermédiaires pour les transformer en produits finis, et plus rarement en travaillant directement sur la matière brute.

D'autres départements français, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Occitanie et en Corse, ont une industrie aussi peu développée qu'à La Réunion. En revanche, les secteurs du commerce, de la restauration-hébergement et du transport sont davantage développés dans ces départements du sud de la France. À La Réunion, ces secteurs occupent 9 % des personnes en âge de travailler, contre 12 % dans ces départements du sud de la France, et en province en général. En outre, dans ces départements, l'absence d'industrie peut aussi être contrebalancée par un non-salariat plus développé : à La Réunion seulement 6 % des personnes en âge de travailler exercent une activité non-salariée (chefs d'entreprises, artisans, commerçants, professions libérales, exploitants agricoles, etc.), contre plus de 9 % dans la plupart des départements du sud de la France.

Toutefois, ces pans de l'économie réunionnaise se maintiennent, voire augmentent légèrement sur les dix dernières années. Les créations d'emplois dans l'industrie, le commerce, la restauration-

### 3 La Réunion, bien positionnée parmi ses voisins

Estimations de PIB par habitant en 2014 dans les régions ultrapériphériques de l'Union européenne et dans la zone océan Indien



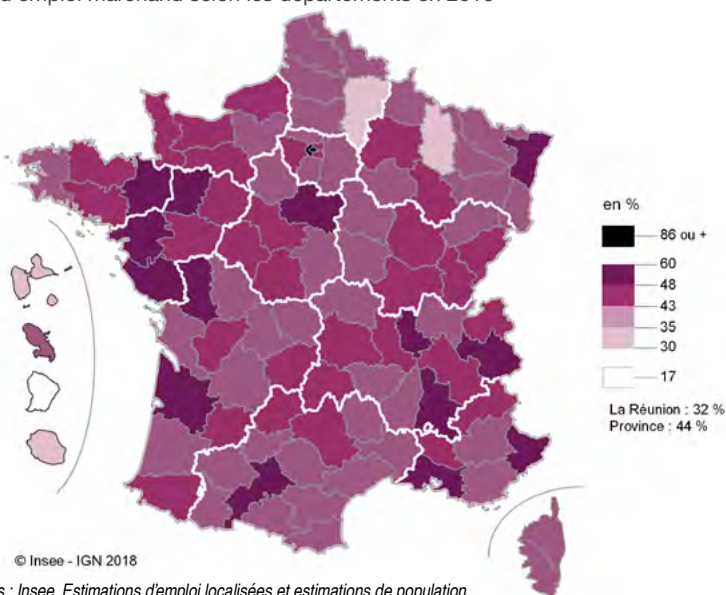
Note : les PIB sont arrondis pour tenir compte des incertitudes liées à la conversion en euros parité de pouvoir d'achat (PPA).

Lecture : Aux Canaries, le PIB par habitant est d'environ 20 000 euros PPA, soit 5 000 euros de moins qu'en Espagne, sa métropole.

Sources : Banque Mondiale, Organisation Internationale du Travail, Eurostat, Insee, Statistique Mauritiuis, Bureau des statistiques des Seychelles.

### 4 La Réunion, l'un des départements où l'emploi marchand est le moins développé

Taux d'emploi marchand selon les départements en 2016



Sources : Insee, Estimations d'emploi localisées et estimations de population

hébergement, les transports ou au sein des non-salariés ont suivi le rythme de la croissance démographique. Ces secteurs ont donc su adapter leur production aux besoins de la population. Ils résistent aussi aux vagues de délocalisation et à la concurrence d'autres régions ou pays.

Les autres services marchands (services aux particuliers, aux entreprises, information et communication, finances et assurances, immobilier) sont également moins développés qu'en province, puisque 10 % des Réunionnais y travaillent contre 13 % en province. Cependant, ces services sont en réalité particulièrement présents dans les grandes agglomérations (Lyon, Toulouse, Nantes ou Marseille). En dehors de celles-ci, leur implantation est similaire à La Réunion. Les services aux particuliers (associations,

réparation, coiffure, etc.) sont même plus présents qu'en province. Les services aux entreprises (intérim, services de sécurité, etc.) sont en croissance, mais restent en retrait, notamment ceux à forte valeur ajoutée comme les services de conseil. Quant aux autres services à forte valeur ajoutée que sont l'information et la communication, les finances et assurances et les activités immobilières, ils n'emploient que 2 % des Réunionnais en âge de travailler, contre 3 % des provinciaux. Néanmoins, les taux d'emplois progressent sur les dix dernières années.

Moins d'1 % des Réunionnais en âge de travailler sont salariés agricoles. En y ajoutant les gérants d'exploitation à leur compte et les aides familiaux non-salariés, l'agriculture emploie 2% des réunionnais, comme en province.

De son côté, la construction en emploi 2 % en 2016 : l'emploi salarié de ce secteur fluctue selon les années entre 2 % et 4 %, en fonction de la commande publique et des dispositifs fiscaux favorisant l'activité.

### Un secteur non marchand aussi implanté qu'en province

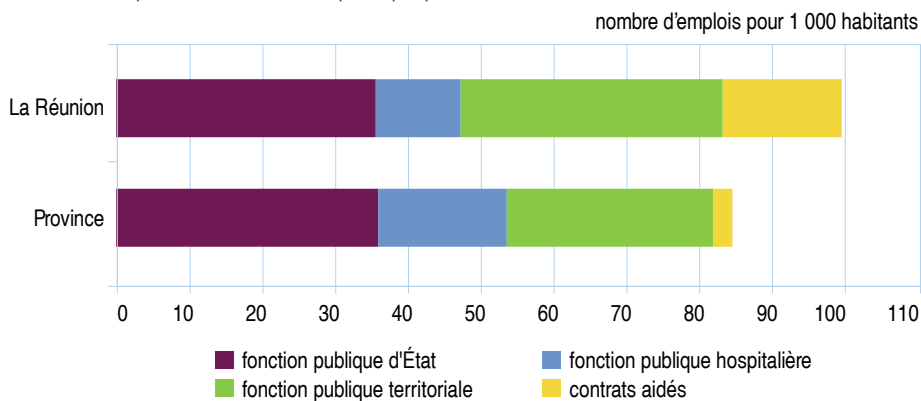
Contrairement au secteur marchand, le secteur non marchand est autant implanté à La Réunion qu'en province : 20 % des personnes en âge de travailler y ont un emploi. La plupart travaillent au sein de la sphère publique. Globalement, l'emploi public occupe ainsi 100 personnes pour 1000 habitants, contre 83 en province (figure 5). Le déploiement beaucoup plus important des contrats aidés dans les collectivités territoriales réunionnaises explique cet écart.

La Réunion est la région française qui a eu le plus recours à des contrats aidés, financés en grande partie par l'État. Principalement proposés par les collectivités territoriales et les associations, le nombre d'emplois aidés culmine mi-2016, avec 29000 bénéficiaires de ces dispositifs, soit 5 % des Réunionnais en âge de travailler. Depuis fin 2016, le nombre d'emplois aidés se contracte fortement, et les conséquences qui en découlent illustrent la dépendance du territoire à cet outil de la politique de l'emploi.

En revanche, rapporté au nombre d'habitants, le nombre de fonctionnaires d'État est identique à La Réunion et en province, tandis que le nombre d'emplois dans la fonction publique hospitalière est moins important qu'ailleurs. Sphères publique et privée confondues, 7 % des Réunionnais en âge de travailler ont un emploi dans le secteur de la santé et du social, contre 9 % en province. Au cours des dix dernières années, le secteur de la santé et du social s'est néanmoins particulièrement développé : il n'occupait que 4 % des Réunionnais en âge de travailler il y a dix ans. En effet, le vieillissement et la plus grande précarité de la population réunionnaise génèrent une demande croissante de services à la personne. ■

## 5 Hors contrats aidés, autant d'emplois publics qu'en province

Nombre d'emplois dans la fonction publique pour mille habitants en 2016



Sources : Insee, Siasp 31/12/2015, estimation de population 01/01/2016

### Définitions

L'**économie bleue** englobe toutes les activités économiques liées aux océans, mers et côtes selon la Commission européenne.

Le **produit intérieur brut (PIB)** est égal à la somme des valeurs ajoutées augmentée des impôts sur les produits et diminuée des subventions sur les produits. La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Le **PIB par habitant** mesure la richesse produite par une économie rapportée au nombre d'habitants. Les différences régionales de PIB par habitant peuvent s'éclairer en prenant en compte deux indicateurs, le **PIB par emploi (ou productivité apparente du travail)** et le **nombre d'emplois par habitant**. L'emploi par habitant peut lui-même se décomposer en deux facteurs, le taux d'emploi et l'effet démographique. Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre d'emplois et la population en âge de travailler (15-64 ans). Le taux d'emploi présenté ici diffère légèrement du taux d'emploi au concept du Bureau international du travail (BIT) mesuré dans l'enquête emploi, car il s'appuie sur des estimations d'emplois et de population. L'effet démographique rapporte la population en âge de travailler de la région à son nombre d'habitants. À La Réunion, l'effet démographique est un peu plus élevé qu'en province. Au total, le PIB par habitant peut être décomposé en trois facteurs :

$$\text{PIB} / \text{habitant} = \text{PIB} / \text{emploi} \times \text{Taux d'emploi} \times \text{Effet démographique}$$

Les PIB sont traduits en **parité de pouvoir d'achat (PPA)** pour les comparaisons avec l'étranger, afin d'éliminer les différences de niveau de prix entre les pays.

Le **secteur marchand** regroupe dans cette étude les non-salariés et les salariés des secteurs agriculture, industrie, construction, commerce, restauration-hébergement, transports et services principalement marchands (services aux entreprises, aux particuliers, information et communication, finances et assurances, immobilier).

### Partenariat

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un partenariat entre l'Insee, la Région Réunion et Nexa.

Insee La Réunion - Mayotte  
Parc Technologique  
10, rue Demarne - CS 72011  
97443 Saint-Denis Cedex 9

Directeur de la publication :  
Aurélien Daubaire

Rédactrice en chef :  
Julie Boé

Impression et composition :  
Imprimerie Delort - Studio graphique ogham  
ISSN : 2275-4318 (version imprimée)  
ISSN : 2272-3765 (version en ligne)  
© Insee 2018

### Pour en savoir plus :

- Fabre E., « Les jeunes Réunionnais - Le diplôme, clé de l'accès à l'emploi des jeunes Réunionnais » *Insee Analyses Réunion* n° 20, novembre 2016 ;
- AFD, Cemoi (Université Réunion), Ceser, Département La Réunion, Iedom, Insee, « Actes du colloque des 70 ans de la Départementalisation – Quels enseignements pour l'avenir ? », octobre 2016 ;
- Hurpeau B., « Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013 », *Insee Focus* n°60, juillet 2016 ;
- Région Réunion, « Le schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation de la Région », juin 2017 ;
- IEDOM, « L'économie bleue à La Réunion : des potentiels variés et des atouts à exploiter », *Note presse* N° 467, septembre 2017.



**Insee**  
Mesurer pour comprendre